

LES MAINS SALES...

«C'est la police qui trouble l'ordre au lieu de le maintenir, c'est dans ses rangs, à la Préfecture, que se rencontrent les assassins».
René VIVIANI, ancien ministre de l'Intérieur.

Pour les situer dans le temps, il suffit de feuilleter l'Histoire et de la corner d'un pouce sale aux chapitres consacrés aux rapines, aux chantages, aux crimes. Ils sont de ces larves habituées à l'humidité et à l'ombre qui, les soirs où l'orage déferle, refont surface et apparaissent sous leur vrai visage à la lumière des scandales qui éclaboussent le monde de la finance ou de la politique, les deux parfois! Et le voilà bien le paradoxe sur lequel le philosophe sèche. Constituées pour prévenir ou pourchasser le crime, la police parallèle, la police politique, la police d'État portent le crime sur leurs gueules comme le lépreux porte sa plaie, avec l'arrogance, avec la fatuité, avec la sombre satisfaction que confère l'irrémédiable.

Oui, feuilletons les pages de l'Histoire et nous y verrons, inséparablement liés, les noms de l'innocent et du coupable, du supplicié et du bourreau, de la victime et du flic politique. Celle, par exemple, d'Urbain Grand-dier et du juge Laubardemont, du Masque de Fer et de l'officier de police Saint-Mars, du général Mallet et du préfet Savary! Crimes politiques, perpétrés par de la flicaille à l'ombre du despotisme. On n'en finirait pas de citer des exemples, qui semblent extraits de cette page du Dante où l'on voit, au milieu d'une flaue de boue et de sang, s'enfoncer lentement au plus profond de l'Enfer l'innocence accouplée au crime officiel, au crime perpétré par la raison d'État.

Mais si l'histoire nous a laissé des toiles hautes en couleur de ce trio de damnés, l'innocent, le flic et le despote, à qui nous devons la tragédie grecque, la peinture satanique et peut-être un goût morbide pour le récit de ces violences, on doit bien convenir que les temps modernes n'ont pas échappé à ces ignominies dans lesquelles les polices de l'Antiquité, comme celles de l'Ancien régime, ont sombré.

La République avait tendu un index vengeur contre les tyrans, dénonçant le crime d'État, proclamant l'égalité du citoyen devant les lois. Et pourtant on vit, aussitôt le tyran chassé, se reconstituer à l'ombre de l'État-démocratie, et à côté de la police officielle, les polices parallèles. Police militaire, police financière, police du territoire et j'en passe. Mieux, innovant en la matière, c'est à la démocratie qu'on doit l'astuce de recruter certains des agents de ces polices parmi la chiourme qui peuplait les pénitenciers. Et depuis cent cinquante ans nous avons vu ce personnel de sac et de corde mêlé à tous les scandales, mouillé dans toutes les combinaisons financières, celle de Panama, celle de la mère Hanau, celle d'Oustric, celle des piastres et j'en oublie. Nous les retrouvons dans toutes les aventures politiques, l'affaire Dreyfus, les provocations anti-ouvrières de Draveil, l'affaire Stavisky, la guerre d'Algérie et naturellement les multiples complots du 13 mai. Agrippées au pouvoir, comme la mousse au tronc qu'elle ronge et qu'elle pourrit, les polices se sont agglutinées à tous les gouvernements qui se sont succédé depuis plus de cent ans, les trahissant ou les servant au hasard de l'intérêt des forbans qui en furent les patrons.

STRUCTURES MENTALES DES POLICES POLITIQUES

C'est en vain qu'on chercherait une excuse, une explication au comportement des polices politiques. Dans le crime, elles n'ont ni frontière géographique, ni frontière politique, ni frontière idéologique. C'est chez elles que se retrouvent ces agents doubles ou triples qui périodiquement alimentent les colonnes des quotidiens. Elles ont été à l'origine de tous les forfaits perpétrés au nom du communisme dans les démocraties populaires, mais elles ont également alimenté la fameuse commission Mc Carthy aux U.S.A. En vérité, par leur caractère, elles échappent aux contrôles collectifs et deviennent rapidement des instruments dans les mains de ceux qui les paient. La vénalité, le chantage, la prévarication, le terrorisme, voilà les vices dont les polices politiques se nourrissent. Et cette constance dans le crime fait qu'à la fois méprisées et indispensables au clan, elles survivent à tous les régimes. Elles ont été et elles seront de nouveau un merveilleux

instrument de coup d'État et la participation qu'elles prennent au changement de régime leur assure l'impunité pour tous les travaux de seconde main qu'elles entreprennent à leur compte pour améliorer le matériel.

Une certaine littérature de type populaire s'est emparée d'elles. La littérature, c'est bien connu, se nourrit de drames, mais il est curieux de constater que ces polices se sont mirées avantageusement dans l'image souvent affreuse qu'on faisait d'elles et qu'à vrai dire on s'est parfois demandé laquelle était tributaire de l'autre, de l'arsouille des *Renseignements généraux* qui fournissait un tel modèle ou de la crapule fignolée par l'auteur à l'imagination vive auquel il collait froidement l'étiquette de «*flic*».

En vérité, l'agent de la police politique appartient à la société comme la salle d'eau appartient à l'immeuble, et il est le collecteur de cette société. Les hommes «*bien*», les hommes «*aux mains propres*», se déchargent sur lui de l'immondice collective, tout naturellement en se serrant les lèvres et en se pinçant le nez. Mais cette société, qui mesure l'infection de cette plaie ouverte à son flanc, sent parfois son cœur se soulever. Dans ses moments de pureté, qui coïncident d'ailleurs avec les soubresauts qui la secouent, elle se promet de nettoyer les écuries, de faire place nette, de balayer devant sa porte. C'est le langage que tenaient les hommes de la 5^{ème} République, qui, d'ailleurs, pour chasser la 4^{ème}, s'étaient appuyés sur tout ce que celle-ci comptait de flics réguliers ou pas. Rappelez-vous? Les janissaires manifestaient en 58 contre les gouvernements qui les payaient et auxquels ils avaient prêté serment, et les agents en civil, qui, eux, participaient à tous les complots organisés par les militaires.

Il a fallu le prolongement de la guerre d'Algérie pour voir tout ce joli monde un instant divisé, s'assassinant à qui mieux mieux. Nous fûmes alors quelques-uns à avoir un espoir. - *Bon Dieu, qu'ils y crèvent tous!*

C'était mal les connaître; après un instant de flottement nous devions les retrouver tous unis derrière le gouvernement de la propreté, le gouvernement de la justice, le gouvernement de Gaulle! Un gouvernement qui ne tolérerait pas une affaire des piastres, bien sûr, ou une affaire Staviski. Et d'ailleurs de telles affaires, qui sonnaient le glas d'un régime, n'auraient pas pu voir le jour sous le gouvernement du général de Gaulle et de ses prétoiriens!

L'affaire Ben Barka est pire. Je dirais même que par ses ramifications extérieures, par le mélange des complicités des polices parallèles avec la police officielle, elle est unique dans son genre. Je voudrais la singulariser par deux images.

UN CRIME CRAPULEUX

Il y a un peu plus de deux mois, un homme politique marocain est enlevé par des truands et des flics symboliquement associés pour cette œuvre pie. On le conduit dans la villa d'un truand Boucheseiche, à moins que ce soit dans la villa du flic Lopez, c'est sans importance, et au cours d'une scène abominable Ben Barka est roué de coups jusqu'à l'arrivée d'un autre truand ou d'un autre flic, en tout cas d'un ministre de l'Intérieur qui se précipite sur l'homme à terre et le larde de coups de poignard.

Il y a quelques jours, un homme paraît sur un perron officiel. D'un geste noble, il écarte les journalistes. «*Messieurs, dit-il, tout le monde comprendra que je sois le dernier à rompre le secret de l'instruction*». Le coup de menton est joli. La noblesse naturelle des grands serviteurs de l'État quoi! Or Godard, ce personnage important du cabinet du ministre, est depuis le début au courant de la boucherie d'Ormoy.

Oui, j'ai voulu mettre l'une auprès de l'autre ces deux images. L'une la scène abjecte, l'autre un janissaire de celle... de Frey nous jouant les pères nobles, parlant d'honneur comme s'il y allait de soi que police soit synonyme d'honneur. Mais venons-en à l'affaire elle-même. Elle est crapuleuse en ce sens que le grisbi a coulé entre les doigts de petits truands, dont un est mort, un autre probablement liquidé et dont les autres sont en fuite.

L'affaire est simple, un ministre de l'Intérieur veut faire tuer un adversaire politique. Ce personnage, Oufkir, s'adresse à ses collègues parisiens. Une équipe est constituée avec des truands «*repentis*» qui jouent à l'occasion le rôle d'indicateurs et de flics politiques. Du fric est débloqué par le ministre de l'Intérieur marocain pour arroser les tueurs (on ne parle plus de ce fric, dans la presse parisienne?). Ben Barka doit être enlevé, liquidé, transporté ailleurs. Mais voilà, il y a une paille, un ami marocain de l'homme politique a vu celui-ci enlevé et l'opinion est alertée. La proie risque d'échapper à Oufkir qui, de Rabat, se déplace pour achever lui-même le travail.

A ce moment, les tueurs prennent peur, les truands s'égaillent comme une volée de moineaux et les flics politiques informent leurs chefs respectifs du tournant inquiétant que prend l'affaire. Alors, pendant plus d'un mois, les Frey, les Jacquier, les Papon, et leurs services vont s'employer à étouffer l'affaire. Pourtant l'opinion publique a commencé à s'alarmer et pousse le juge d'instruction. Des flics, pas des politiques ceux-là, sont arrêtés. Lopez, Souchon, Voitot, lâchent des bribes de vérité. De l'extérieur un des truands mène une campagne d'intoxication qui ressemble fort à du chantage. Et puis, soudain, une partie de la vérité éclate. Toutes les polices étaient au courant de l'affaire. Elles n'ont rien fait pour empêcher le meurtre, pour arrêter les meurtriers. Elles ont caché au juge d'instruction les éléments qui auraient pu éclairer l'enquête. Enfin, aux abois, ces polices ont suicidé Figon! Pourquoi? Figon, qui savait tout, faisait, à travers les articles de «Minute» et de «L'Express», chanter un personnage important. Celui qui avait promis à Oufkir de fermer les yeux, qui lui avait peut-être fourni les flics de l'équipe. Un personnage au bras long qui a maintenu autour de l'affaire, pendant deux mois, un rideau de fumée. Qui laisse dire aujourd'hui que s'il a fait cela c'était pour conserver aux élections présidentielles un caractère de décence. Ce personnage c'est M. Frey! M. Frey, collègue d'Oufkir, n'a pas voulu lui refuser un service qu'il avait d'ailleurs déjà rendu à son autre collègue, ministre de l'Intérieur espagnol, en faisant arrêter, il y a deux ans, vingt et un anarchistes espagnols. La voilà bien l'*Internationale du crime*.

LE RÈGLEMENT

Oui, les flics, et pas seulement les flics politiques, se sont mouillés dans le meurtre de Ben Barka et on vient de les prendre la main dans le sac. J'ai écrit plus haut que l'affaire dépassait en ignominie tout ce qu'on avait vu sous la 3^{ème} ou la 4^{ème} République et je le maintiens. Bien sûr les barbouzes ont souvent abattu des hommes qui les gênaient, comme ils le firent pour Figon. Mais le meurtre de Ben Barka est gratuit lui! Il ne concerne ni la politique intérieure ni la politique extérieure du régime. Ben Barka n'était pas adversaire du gaullisme, il ne gênait en rien les petits trafics lucratifs des canailles qui l'ont abattu. C'est un service, simplement, un service rendu, rendu par Frey à un ami, Oufkir. C'est bien sûr un meurtre crapuleux en ce sens qu'il est commis par des subalternes pour de l'argent. S'il obtint l'aval des caïds de la police c'est pour rendre service à un ami, mais également par sport pour que les tueurs conservent la main.

Aujourd'hui, le scandale s'étale au plein jour. Affolée la canaille dorée tourne en rond. On s'apprête à suicider quelques-uns des truands mouillés mais ceux-ci, qui ne se font aucune illusion sur leurs copains les flics, se planquent. On fend l'oreille à quelques subalternes. On lance un mandat contre Oufkir. Après tout, c'est pour lui qu'on a agi, qu'il se démerde...

Pourtant le pouvoir, la république moderne, atteint au visage en plein fouet, va devoir faire des exemples. Punir les maladroits, jeter de la poudre aux yeux du peuple en ressortant le serpent de mer: la réorganisation des polices. Là encore, la 5^{ème} République n'a rien inventé. En vérité les polices portent en elles les vices dont elles se nourrissent! Nous avons maintenant devant nous tous les éléments du problème.

Rabat et Paris sont pris à la gorge et pas seulement par leurs oppositions qui cherchent à exploiter l'affaire, mais plus peut-être par les luttes sourdes qui au sein de leur majorité sont exaspérées par les rivalités de clans. A Rabat, le roitelet dévoilé et sanguinaire va se trouver en face de ces règlements de palais qui caractérisent les dictatures, les loyautés et les «démocraties» arabes. A Paris, la lutte est engagée par les gaullistes de gauche contre les gaullistes de droite, lutte que Debré compte bien arbitrer à son profit.

Et, en fond de scène, des truands tués ou en fuite, des flics en tôle et un homme massacré, un homme qui n'était pas notre ami, mais enfin un homme qu'on peut considérer comme estimable et qui fut la victime des intrigues de cour de deux monarchies méprisables.

Maurice JOYEUX.

P.-S.: On croyait M. Boucheseiche exécuté. Il serait vivant! On croyait Maurice Lemarchand en prison. Il serait en liberté. On croyait M. Frey «démissionné» bien qu'on n'en entende plus parler. Il serait toujours ministre de l'Intérieur.

Qu'on ne croit pas pour autant que l'affaire soit au point mort. On interroge des demoiselles de théâtre, on arrête une femme de ménage, on échange avec le Maroc des notes vengeresses et pour renforcer les services officiels, on vient de faire appel à une vieille baderne qui telles les hyènes s'avancent aussitôt que l'odeur s'empuante.

Ce personnage équivoque, c'est M. François Mauriac qui, à lui seul, symbolise une affaire qui met en relief la décomposition d'une Société.